

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

COMMISSARIAT A LA SECURITE
ALIMENTAIRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi



MALI
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire



Atelier de planification conjointe 2026 entre le Commissariat à la Sécurité Alimentaire
et le Cluster Sécurité Alimentaire du Mali

Rapport



Mai 2026

Résumé exécutif

Du jeudi 21 au vendredi 22 mai 2026, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) et le cluster Sécurité Alimentaire (CSA) du Mali ont organisé un atelier de planification conjointe annuelle de leurs activités. Tenu à Bamako à l'hôtel Salam, l'atelier a été ouvert par le Ministre Commissaire à la sécurité alimentaire entouré des Représentants par intérim du PAM et de la FAO au Mali. Cet atelier visait à dresser une cartographie des interventions du secteur sécurité alimentaire tout en mettant en relief les écueils à éviter pour garantir une réponse efficiente, efficace et intégrée du gouvernement et ses partenaires humanitaires. Soixante-quinze participants venant de 52 structures/organisations ont pris part à cet exercice (Annexe 2). La coordination des travaux a été assurée par le Commissariat à la Sécurité alimentaire appuyé par l'ONG AI FROUK. L'AVASAN et l'ONG ENDA Mali ont assuré le rapportage de l'atelier.

La méthodologie a consisté en un exposé du bilan 2025 et une présentation de la planification conjointe 2026 suivis de débats, des travaux en groupes et de la synthèse des échanges en plénière (Section 6.4). Quatre (04) groupes de travail ont été constitués conformément à la répartition des régions du Mali en zones de travail (4 zones). Les groupes de travail ont chacun effectué trois rounds de discussion sur leur positionnement dans les zones (Section 6.5).

Ils devaient poser leur propre diagnostic des gaps et des chevauchements pour ensuite faire des propositions concrètes de réajustement (Section 6.6). À travers ce processus itératif structuré en trois rounds de discussion, les participants ont confronté les données de planification existantes avec les réalités opérationnelles, mettant ainsi en évidence des déséquilibres significatifs dans la répartition géographique des interventions. Ainsi, 129 communes n'ont pas d'acteurs tant pour l'assistance alimentaire (AA) que pour l'appui aux moyens d'existence (AME) et 31 communes ont une couverture insuffisante avec un besoin de coordination entre acteurs (Annexe 4). Des résolutions ont été prises pour des repositionnements et pour améliorer le partage d'information entre les différents acteurs. Des partenaires ont annoncé des intentions d'interventions pour combler les gaps mis en évidence (Section 7). Des recommandations clés pour accroître les performances de la réponse en sécurité alimentaire au Mali ont été formulées (Section 8). Il s'agit de:

Commissariat à la Sécurité Alimentaire

- *Co-organise avec le Cluster cet atelier de planification conjointe idéalement sur 4 jours en décembre.
- *Diversifie les mécanismes de financement de l'assistance alimentaire et de l'appui aux moyens d'existence.
- *Plaide pour l'obtention à temps des ANOs par les partenaires du secteur.

Cluster Sécurité Alimentaire

- *Facilite l'appropriation des matrices de planification annuelle et de suivi mensuel des interventions par tous les partenaires avant l'atelier afin de favoriser d'éventuels repositionnements.
- *Partage le plus tôt possible la synthèse de cet atelier aux partenaires pour les repositionnements.

Départements techniques du gouvernement

- *DNP, DNDS, DNPSES, DNPIA, DNA, DNSV partagent dès décembre leur planification annuelle avec le Cluster.

Partenaires sur Cluster Sécurité Alimentaire

- *Partagent dès décembre avec le Cluster leur planification annuelle en indiquant : le caractère flexible ou non du financement sécurisé, la ration alimentaire/kit d'appui prévus, l'unité d'appui, la durée du projet, la modalité et le type d'assistance, le stade d'avancement du projet, le statut actuel du ciblage.
- *Renforcent la collaboration dans les zones d'interventions rendant complémentaires les assistances.

Donateurs et Partenaires Techniques

- *Tiennent une séance technique avec le cluster et le Commissariat sur la planification et les gaps.
- *Mobilisent des ressources additionnelles pour des redéploiements afin de combler les gaps.

1. Contexte et Justification

Le Plan de réponse humanitaire des Nations Unies au Mali a été validé en janvier 2026 et le Plan National de Réponse (PNR) a été endossé par le gouvernement malien en mars 2026.

En 2025, le bilan du Plan National de Réponse (PNR) en sécurité alimentaire du Gouvernement a été exécuté avec satisfaction. Tandis que la réponse humanitaire sectorielle a été confrontée à plusieurs défis. En début 2026, dans la logique d'une démarche concertée d'assistance aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) et le Cluster Sécurité Alimentaire (CSA) ont convenu de procéder à une planification conjointe de leurs interventions. Cette démarche est idoine pour faire face aux besoins d'assistance croissants du fait des défis sécuritaires, des effets des variations climatiques et des contraintes socio-économiques. Appelés à mener une réflexion stratégique visant une meilleure coordination des interventions sur le terrain, les acteurs impliqués dans cet exercice avaient la charge de mettre sur pied un approche susceptible de démontrer son efficacité non seulement pour une complémentarité entre les actions opérationnelles mais, aussi, de répondre à la nécessité de renforcer la résilience des communautés.

Si le Commissariat à la sécurité alimentaire est un département directement rattaché à la présidence de la République du Mali, le Cluster Sécurité Alimentaire au Mali est une plateforme humanitaire collaborative réunissant des ONGs nationales et internationales, des donateurs, des services techniques de l'État et des agences des Nations Unies. Son rôle fondamental est d'assurer une réponse plus cohérente et plus efficace en mobilisant les organisations partenaires pour répondre de manière complémentaire aux besoins humanitaires en matière de sécurité alimentaire et de résilience.

Cet atelier a permis de tirer des leçons des actions de l'année précédente, d'harmoniser la planification gouvernementale avec celles des partenaires humanitaires et de prendre des résolutions pertinentes pour renforcer la collaboration des acteurs de ce secteur.

2. Objectifs

L'objectif fondamental de cet atelier était de dresser une cartographie conjointe des interventions du gouvernement et des partenaires en sécurité alimentaire et résilience tout en mettant en relief les écueils à éviter pour garantir une réponse coordonnée, efficiente, efficace et intégrée.

De façon plus spécifique, il s'est agi :

- d'élaborer la cartographie consolidée de la réponse en sécurité alimentaire intégrant le plan opérationnel du PNR et la planification du cluster ;
- de relever les gaps de réponse qui persistent ;
- de clarifier les principes de gestion et de partage d'information entre les différents acteurs ;
- de formuler des recommandations pour améliorer les performances du cluster sécurité alimentaire.

3. Résultats attendus

A la fin de l'atelier étaient attendus :

- une cartographie consolidée de la réponse en sécurité alimentaire intégrant le plan opérationnel du PNR et la planification du cluster ;
- les gaps de réponse sectorielle ;
- les principes de gestion et de partage d'information entre les différents acteurs ;
- des recommandations pour améliorer les performances du cluster sécurité alimentaire.

4. Démarche méthodologique

Une méthodologie mixte a combiné :

- Exposés en plénière suivi de débats critiques ;
- Travaux en groupe suivis de restitution en plénière.

5. Profil des participants

Au nombre de 75, les participants à cet atelier provenaient de 52 organisations relevant de :

- Gouvernement
- Nations Unies
- ONG nationales
- ONG internationales
- Donateurs
- Partenaires techniques et stratégiques
- Mouvements de la Croix Rouge et du Croissant Rouge.

6. Déroulement

6.1. Allocutions

Coordinateur du Cluster sécurité alimentaire

Dans son mot de bienvenue, Mr Guy ONAMBELE, le coordinateur du Cluster Sécurité Alimentaire, a salué l'engagement du Gouvernement du Mali, des partenaires humanitaires, techniques et financiers ainsi que des membres du Cluster Sécurité Alimentaire pour leurs efforts continus en faveur de la sécurité alimentaire. Il a souligné l'importance de cet atelier pour renforcer la coordination sectorielle, améliorer l'efficacité des interventions et optimiser l'utilisation des ressources. Il a également exprimé les attentes liées à une meilleure cartographie des actions, à l'identification des gaps et à la formulation de recommandations pour renforcer la qualité des interventions conjointes.

Représentant par intérim de la FAO

Dans son allocution, le représentant par intérim de la FAO, Mr KOUACOU Dominique Koffy, a salué les efforts du Gouvernement du Mali dans la coordination et la planification des interventions en sécurité alimentaire. Il a souligné l'importance de cet atelier pour favoriser une cartographie concertée des actions, renforcer l'alignement des partenaires et améliorer la mobilisation des ressources au profit des populations vulnérables. Réaffirmant l'engagement de la FAO à accompagner les acteurs du secteur malgré les défis liés à l'accès humanitaire, à l'augmentation des besoins et à la raréfaction des financements, il a exhorté les participants à faire preuve de complémentarité, de détermination, de synergie et d'efficacité dans les travaux afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif « zéro insécurité alimentaire au Mali à l'horizon 2030 ». Il a également lancé un appel à l'ensemble des Maliens à accroître la production agricole pour soutenir durablement la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Représentant par intérim du PAM

Dans son allocution, le Directeur Pays intérimaire du PAM, Mr Aliou DIONGUE a salué le leadership du Gouvernement du Mali et du Commissariat à la Sécurité Alimentaire dans la coordination de la réponse nationale à l'insécurité alimentaire. Il a souligné l'importance de la planification conjointe pour assurer une réponse cohérente, complémentaire et alignée sur les priorités nationales dans un contexte marqué par l'augmentation des besoins, les défis sécuritaires, la réduction des financements liée à une re-priorisation des ressources. Le PAM a réaffirmé son engagement à soutenir les populations

vulnérables à travers des actions d'urgence, de résilience et de renforcement de la production et de la productivité, tout en insistant sur la nécessité d'une coordination efficace et d'une forte synergie entre les acteurs pour maximiser l'impact des interventions. Vue le caractère cyclique de la soudure, il a insisté sur la nécessité de renforcer la résilience des communautés en faisant un usage approprié des ressources disponibles et des atouts du Mali : terre, eau, technicité.

Ministre Commissaire à la Sécurité Alimentaire

Le Ministre Commissaire à la Sécurité Alimentaire, Mr Redouwane AG MOHAMED ALI a rappelé les objectifs du Gouvernement dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et salué les efforts de la FAO, du PAM et des partenaires réunis au sein du cluster dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Il a relevé que cet atelier offre une opportunité idéale pour envisager des solutions concrètes et opérationnelles en vue de renforcer la résilience des populations en faisant bon usage des eaux souterraines et de surface, en encourageant des jardins de case notamment. En outre, il a réitéré la nécessité d'une action conjointe renforcée pour éviter des duplications et des gaps de réponse dans un esprit de complémentarité avec à l'horizon 2030 l'atteinte de l'objectif « Faim Zéro ».

6.2. Mise en place du Présidium

Après la photo de famille, un présidium a été mis en place pour diriger les travaux. Il était constitué de :

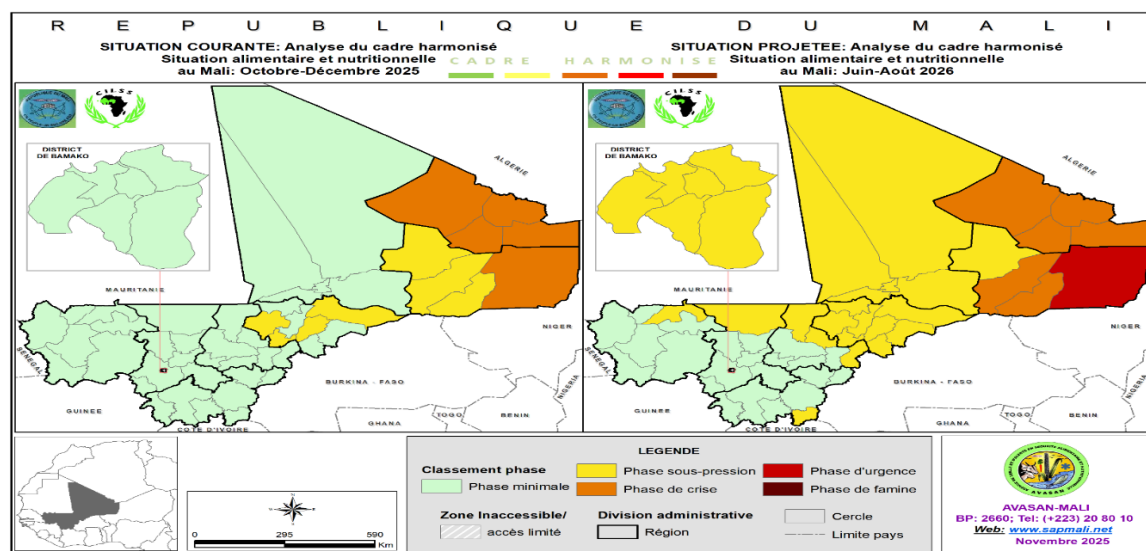
- Président : Commissariat à la Sécurité Alimentaire
- Vice-président : ONG AL FAROUK
- Rapporteurs : AVASAN, ONG ENDA MALI
- Logistique & Time keepers: FAO, PAM

6.3. Présentation et validation de l'agenda (voir Annexe 1)

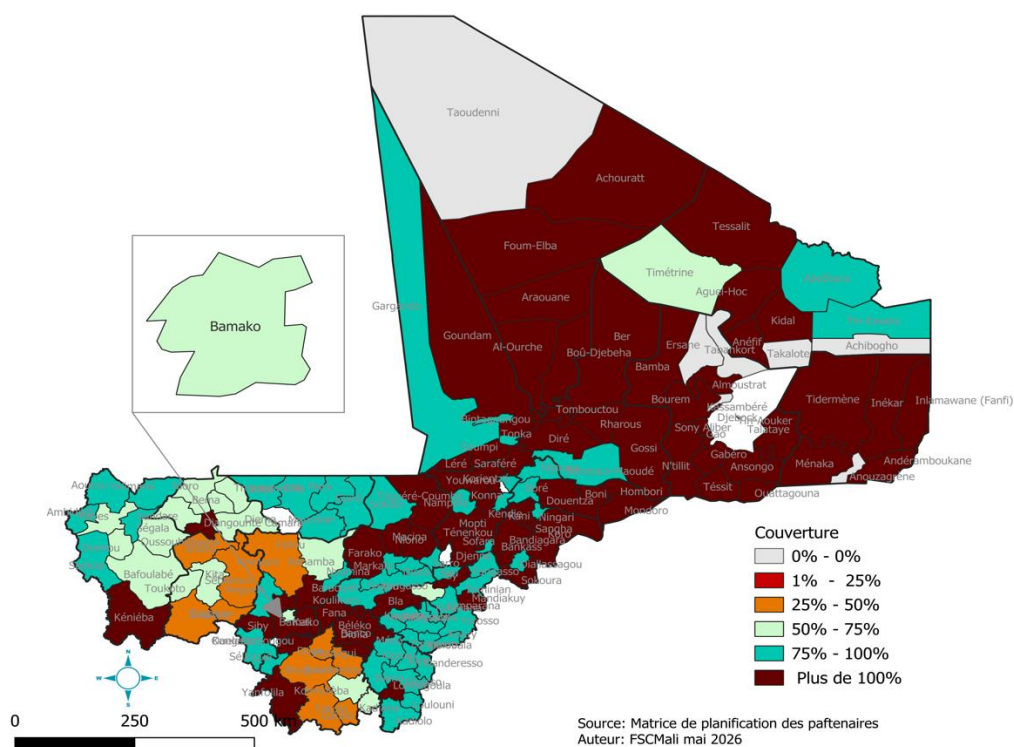
6.4. Présentation du bilan 2025 et Planification conjointe 2026 (Voir Annexe 3)

La présentation a porté sur les résultats du Cadre Harmonisé de Novembre 2025, les réalisations de 2025 et la planification 2026 du cluster et du gouvernement ainsi que la méthodologie des travaux de groupes.

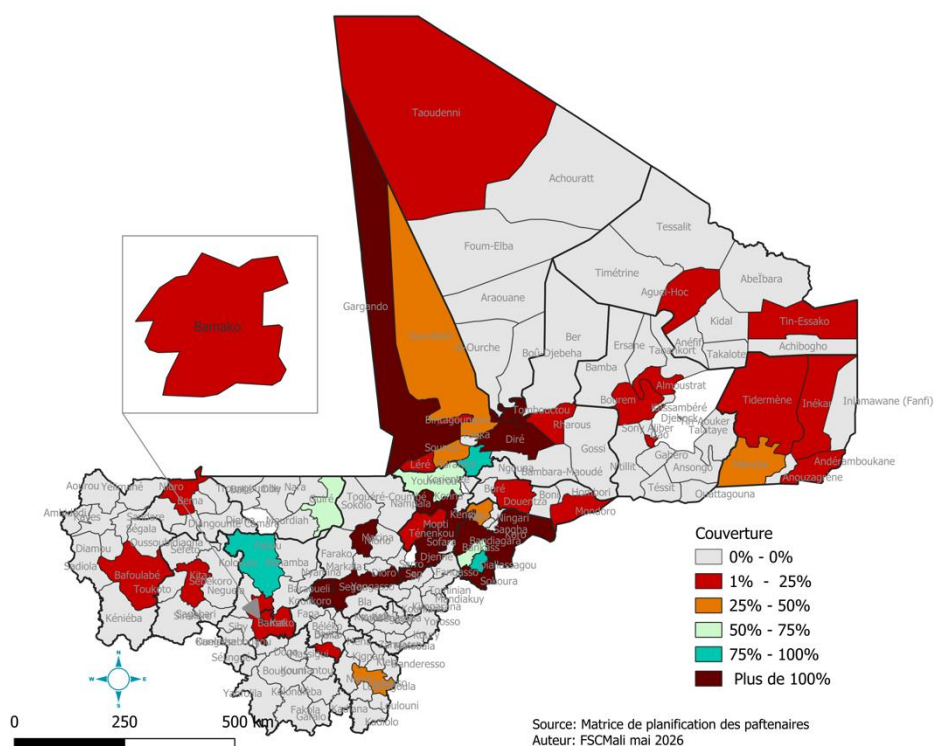
Carte 1 : Résultats du Cadre Harmonisé de novembre 2025 (situation actuelle et projetée)



Carte 2 : Planification conjointe Commissariat et partenaires en assistance alimentaire 2026 (1,89M)



Carte 3 : Planification conjointe Commissariat et partenaires en appui aux moyens d'existence (586K)



A l'issue de la présentation, les préoccupations des participants ont porté sur :

- la méthodologie utilisée dans l'analyse des dépassements et des gaps par rapport à la couverture des assistances et d'appui aux moyens d'existence des populations ;
- la planification conjointe par ménage ou par personne ;
- le problème de l'absence de plusieurs organisations dans leurs zones d'intervention ;
- la période de couverture planifiée des interventions ;
- la différence entre RRM et Post RRM.

Des réponses appropriées ont été apportées à ces différentes questions en particulier la différence entre RRM (Mécanisme de Réponse Rapide aux cas d'urgence ex : déplacés) et post RRM. Il ressort que les interventions du Post RRM 2025 n'ont pas pu être réalisées par manque de financement.

6.5. Constitution des groupes de travail selon les zones

Ci-dessous la répartition des zones de travail

Groupe géographiques de travail	Région couvertes
Zone 1 : Nord	Kidal, Ménaka, Gao, Taoudéni, Tombouctou
Zone 2 : Centre	Mopti, Bandiagara, Douentza
Zone 3 : Sud & Sud Est	Sikasso, Bougouni, Koutiala, Dioïla, Segou, San
Zone 4 : Ouest & Bassin de Kayes	Kayes, Kita, Nioro, Nara, Koulikoro, Bamako

Ci-dessous, les organisations ont été regroupées dans les groupes de travail pour effectuer chacun des trois round de discussion.

Round 1/Groupe	Organisations participantes
Zone 1 – Nord	CSA, ACF-E, HI, WVI, arche noVa, HELP
Zone 2 – Centre	PAM, FAO, DanChurchAid, TDA, Weworld-GVC, Sahel21-TSF, Caritas Suisse, ENGIM, CRS
Zone 3 – Sud & Sud-Est	OXFAM GB, Plan International, ENDA-Mali, FEDE, Aid-Local
Zone 4 – Ouest & Bassin de Kayes	IRC, SCI, VSF-Suisse, CONEMUND, MZC

Round 2/Groupe	Organisations participantes
Zone 1 – Nord	IRC, Plan International, VSF-Suisse, MZC, TDA, ENGIM, CRS, Islamic Relief
Zone 2 – Centre	CSA, PAM, HI, SCI, FEDE, Aid-Local
Zone 3 – Sud & Sud-Est	ACF-E, WVI, DanChurchAid, CONEMUND, Sahel21-TSF, Caritas Suisse
Zone 4 – Ouest & Bassin de Kayes	OXFAM GB, FAO, ENDA-Mali, Weworld-GVC, arche noVa

Round 3/Groupe	Organisations participantes
Zone 1 – Nord & accès contraint	OXFAM GB, FAO, DanChurchAid, FEDE, DNA, AVASAN, ENDA-Mali
Zone 2 – Centre	IRC, Plan International, WVI, arche noVa, WHH, SI, CSA, CECI, HELP, ACTED
Zone 3 – Sud & Sud-Est	CSA, SCI, VSF-Suisse, MZC, Weworld-GVC, ALFAROUK, ENGIM, FEWSNET, AeA, CONEMOUN, DNPSES, ISLAMIC RELIEF, CRS
Zone 4 – Ouest & Bassin de Kayes	PAM, ACF-E, HI, TDA, Aid-Local, Sahel21-TSF, Caritas Suisse, DNDS,

6.6. Méthodologie pour les travaux en groupes

L'idée de trois rounds de discussion est optimale pour maximiser l'efficacité dans le temps disponible et éviter l'épuisement des participants. Au cours de chacun des trois rounds de discussion, les groupes d'organisation passent à tour de rôle dans les zones géographiques pour poser leur propre diagnostic des gaps et des chevauchements puis proposer des résolutions concrètes. Ces propositions sont notées

sur un fichier Excel préparé pour l'exercice. En résumé, dans une zone, le groupe des acteurs avait pour tâche:

1. Diagnostic et lecture de la couverture des besoins
2. Discussion des gaps, des surplus et des chevauchements
3. Solutions, engagements et recommandations

7. Plénière

La plénière a servi de cadre afin que les rapporteurs des 4 groupes/zones de travail dévoilent les acquis et les défis rencontrés.

Zone 1 : Gao, Kidal, Ménaka, Tombouctou et Taoudenni

Les travaux de groupe conduits sur la zone 1 ont permis de mener une analyse approfondie de la couverture des interventions en sécurité alimentaire, en combinant l'assistance alimentaire d'urgence (AA) et l'appui aux moyens d'existence (AME).

L'analyse a également permis d'identifier un ensemble d'annonces faites par les partenaires concernant leurs interventions actuelles ou planifiées, en particulier dans le domaine des moyens d'existence. Ces contributions, bien que pertinentes, ne sont pas toujours intégrées dans la planification consolidée du cluster, limitant ainsi leur potentiel à contribuer efficacement à la réduction des gaps identifiés. Les discussions ont donc insisté sur la nécessité de mieux capitaliser ces informations, de renforcer la coordination interacteurs et d'ajuster les positionnements en fonction des besoins réels.

Dans ce contexte, la synthèse ci-dessous présente, par région, les principaux constats issus des travaux de groupe ainsi que les propositions opérationnelles formulées par les partenaires. Elle met en lumière les dynamiques spécifiques à chaque région, tout en soulignant les opportunités d'optimisation de la réponse humanitaire à travers une meilleure intégration des planifications des partenaires et un rééquilibrage ciblé des interventions entre assistance alimentaire et moyens d'existence.

Région de Gao

Les travaux de groupe ont mis en évidence une situation caractérisée par une forte disparité dans la couverture, avec la coexistence de zones en sur-couverture et d'autres présentant des gaps importants, tant en assistance alimentaire qu'en appui aux moyens d'existence.

En ce qui concerne l'assistance alimentaire (AA), plusieurs communes, notamment dans les cercles de Gao et d'Ansongo, présentent des niveaux élevés de dépassement de cibles, traduisant une concentration des interventions par certains partenaires. Toutefois, des ajustements ont été proposés au cours des discussions. À titre d'exemple, l'IRC a proposé de réallouer une partie de sa cible (900 personnes) en les positionnant dans la commune de Bourra, en déduction de sa planification initiale à Ansongo.

Parallèlement, au niveau des moyens d'existence (ME), plusieurs annonces ont été faites par les partenaires. La FAO et le PAM ont été invités à clarifier et ajuster leur positionnement dans le cercle de Gao, notamment à Sony Aliber, afin de mieux aligner leurs interventions. À Gounzoureye, les discussions ont insisté sur la nécessité d'une meilleure synergie entre partenaires, en particulier pour comprendre la nature des activités et éviter les duplications. À Ansongo (commune de Bara), OXFAM a été invité à vérifier l'intégration de ses données dans la planification.

En complément, des annonces importantes ont été rapportées dès le Round 1, notamment :

- ↳ la FAO annonce une intervention d'envergure de 6 000 ménages dans une intervention pour plusieurs régions, dont 3 500 pour Gao,
- ↳ l'ONG HELP, avec des activités planifiées à Ansongo (appui au maraîchage et petits ruminants pour 250 bénéficiaires),

- ✚ le CICR, avec une contribution significative incluant 40 tonnes de semences (riz, niébé, mil) ainsi que la vaccination du cheptel pour 986 ménages (5 916 personnes) dans les cercles de Bourem, Sony Aliber et Ansongo.

Ces contributions, si pleinement intégrées dans la planification du cluster, représentent une opportunité majeure pour réduire les gaps en moyens d'existence.

Ainsi, les discussions ont souligné la nécessité d'une meilleure intégration des annonces AME dans la planification globale, ainsi qu'un renforcement de la coordination interacteurs pour corriger les déséquilibres observés.

Région de Ménaka

La région de Ménaka présente un profil marqué par une forte concentration des interventions dans la ville de Ménaka, contrastant avec une faible couverture dans plusieurs communes environnantes.

Concernant l'assistance alimentaire, il a été clairement établi que le PAM a déjà couvert 100 % des besoins en phase CH3+ dans le cercle de Ménaka. Cependant, cette couverture est principalement concentrée au niveau de la ville, le PAM considérant que la majorité de la population s'y trouve. Cette situation soulève des préoccupations sur une possible sous-couverture des zones rurales, ce qui a conduit à recommander une coordination avec l'IRC pour redistribuer les interventions à l'échelle communale.

En ce qui concerne les moyens d'existence, plusieurs propositions majeures ont été formulées :

- ✚ l'IRC prévoit une planification de 150 ménages (975 personnes) à intégrer,
- ✚ la FAO annonce une intervention d'envergure de 6 000 ménages pour plusieurs régions, dont 2 500 pour Ménaka,
- ✚ ACF a également été identifié comme un partenaire devant se positionner sur la région.

Ces annonces traduisent un potentiel important de renforcement des activités AME, encore relativement limitées par rapport à l'assistance alimentaire.

Ainsi, les discussions ont mis en évidence la nécessité de :

- ✚ rééquilibrer géographiquement les interventions entre la ville de Ménaka et les autres communes rurales,
- ✚ intégrer systématiquement les nouvelles annonces dans la planification du cluster,
- ✚ promouvoir une approche combinée assistance alimentaire – moyens d'existence.

Région de Kidal

Dans la région de Kidal, les travaux ont confirmé une faible présence d'acteurs et une couverture très limitée, aussi bien pour l'assistance alimentaire que pour les moyens d'existence.

Les discussions n'ont pas permis d'identifier un nombre significatif d'annonces concrètes de la part des partenaires. Néanmoins, il a été signalé que certaines interventions sont en cours ou en préparation, notamment par la Croix Rouge Malienne (RCM), bien que les informations restent insuffisamment détaillées pour être intégrées efficacement dans la planification.

Dans ce contexte, la région se caractérise par :

- ✚ de nombreuses communes sans acteur identifié,
- ✚ une absence d'annonces structurées en matière d'AME,
- ✚ et une faible visibilité des interventions en cours.

Les travaux ont ainsi souligné la nécessité de :

- ✚ mieux documenter les interventions prévues,
- ✚ encourager un positionnement accru des partenaires,
- ✚ et intégrer Kidal comme une zone prioritaire dans les efforts de plaidoyer du cluster.

Région de Tombouctou

Dans la région de Tombouctou, les travaux ont mis en évidence une sous-couverture persistante dans de nombreuses communes, malgré la présence de plusieurs partenaires.

En matière d'assistance alimentaire, certaines zones présentent des gaps importants, tandis que d'autres font face à des situations de chevauchement des interventions. La question du positionnement du PAM a également été discutée, notamment dans le cercle de Diré où il a été confirmé que le PAM n'est pas effectivement présent et doit être retiré de la planification.

Concernant les moyens d'existence, les discussions ont montré un niveau limité d'annonces concrètes. Les interventions existantes restent majoritairement orientées vers l'assistance alimentaire, avec peu d'intégration des activités AME.

Toutefois, la présence d'acteurs tels que CSA, ACF et WHH offre une opportunité de :

- ↳ renforcer les synergies entre acteurs,
- ↳ et intégrer progressivement des composantes AME dans les programmes existants.

Ainsi, les principales recommandations portent sur :

- ↳ l'amélioration de la coordination interacteurs,
- ↳ une meilleure répartition géographique des interventions,
- ↳ et le renforcement de l'intégration des moyens d'existence dans la réponse globale.

Région de Taoudenni

La région de Taoudenni se distingue par une situation particulièrement critique, marquée par une absence quasi totale d'intervention.

Les analyses ont révélé que plusieurs communes ne disposent ni de cibles clairement définies ni d'acteurs positionnés, tant pour l'assistance alimentaire que pour les moyens d'existence. En outre, certaines planifications existantes dans la matrice, notamment celles du PAM, ont été jugées non pertinentes et doivent être révisées, en particulier en raison de l'inclusion des PDI.

Aucune annonce significative en matière d'AME n'a été identifiée dans les discussions, ce qui confirme que ce volet reste largement sous-développé dans la région.

Dans ce contexte, les priorités identifiées sont :

- ↳ procéder à un nettoyage des données de planification existantes,
- ↳ engager de nouveaux partenaires à intervenir dans la région,
- ↳ et explorer des opportunités de mobilisation de ressources pour initier des activités AME.

Zone 2 : Mopti, Bandiagara, Douentza

- Assistance Alimentaire

Certains acteurs ont proposé de maintenir leurs interventions dans les communes où les cibles ont été dépassées afin de compléter la ration alimentaire fournie par le CSA. En plus du PAM, IRC prévoit d'assister 7 275 personnes à Mondoro et 2 275 personnes à Farimaké.

Par ailleurs, WHH et DCA ont proposé de se positionner dans la commune de Bankass avec respectivement 1 800 et 300 bénéficiaires. WHH prévoit également une intervention à Bonguel pour 780 bénéficiaires, tandis que la CRM cible 759 bénéficiaires à Bandiagara.

Enfin, certains acteurs, notamment IRC et WHH, envisagent de consulter leurs bases de données afin de relocaliser une partie des bénéficiaires vers des communes où la couverture reste insuffisante.

- Appui aux moyen d'existence

La cible du cluster a été dépassée dans 10 communes, où l'assistance a déjà été . Toutefois, l'ONG DCA intervient dans trois communes présentant des besoins de positionnement, avec des activités d'appui aux AVEC, aux travaux contre rémunération (CFW) et aux activités génératrices de revenus (AGR), ciblant 2 430 personnes à Koubewel Koundia, 2 633 à Débééré et 60 personnes en AVEC à Douentza.

De son côté, IRC prévoit d'appuyer 3 530 personnes à Boni et 3 530 à Mondoro dans le cadre du renforcement des moyens d'existence. On note également un positionnement d'ACTED dans les communes de Dinangourou et Koro.

Par ailleurs, Islamic Relief envisage la mise en place d'un périmètre maraîcher à N'Gouma au profit de plus de 600 bénéficiaires, tandis que CARE prévoit de soutenir 300 ménages à Sangha.

Zone 3 : Sikasso, Bougouni, Koutiala, San, Segou et Dioila

- Assistance Alimentaire

Les acteurs ont dépassé les cibles dans 3 communes, ce qui a conduit à la relocalisation de 4 303 bénéficiaires vers d'autres communes à besoins de positionnement, notamment Gongasso, Kareri et Tominian.

Il y'a un besoin de coordination dans 10 communes et de positionnement dans 182 communes. Il ya eu aucune proposition pour les 83 communes qui n'ont pas de cibles.

- Appui aux moyens d'existence

Les acteurs doivent réajuster leur positionnement dans 11 communes ayant dépassé leurs cibles. À cet effet, WHH, CONEMUND et Plan International ont proposé de relocaliser certains bénéficiaires vers d'autres communes, sous réserve de validation après consultation de leurs bureaux respectifs. Par ailleurs, 6 communes restent insuffisamment couvertes, tandis que 197 autres présentent des besoins de positionnement sans présence d'acteurs.

Zone 4 : Kayes, Kita, Nioro, Nara, Koulikoro, Bamako

- Assistance Alimentaire

Une commune, Koulikoro, a enregistré un dépassement de cible de 3 661 personnes. Le CSA et le PAM assurent une complémentarité dans l'assistance alimentaire : le CSA couvre la période de soudure, tandis que le PAM intervient à travers le RRM, et ce dispositif est maintenu tel quel.

Par ailleurs, 125 communes présentent une insuffisance de couverture. La CRM s'est positionnée dans 5 communes, avec plus de 35 000 bénéficiaires ciblés.

De nouvelles propositions de positionnement de la CRM ont également été formulées pour les communes de Tienfala, Méguétan, Dinandougou, Koulikoro et Sirakorola, dans la région de Koulikoro.

- Appui aux moyen d'existence

Huit communes sont en situation de dépassement de cible, avec une possibilité de redéployer 5 192 bénéficiaires.

Par ailleurs, 15 communes présentent des insuffisances de couverture, avec des besoins de positionnement estimés à un gap de 9 000 personnes.

De nouvelles planifications de la CRM sont envisagées dans les communes de Kéméné Tambo, Sony et Tafacirga, dans le cercle de Kayes, bien que le nombre de personnes ciblées reste à préciser.

VSF-Suisse prévoit d'assister 100 personnes à Khouloum (Kayes) et 300 à Guidimé (Yélimané), principalement au sein des ménages d'éleveurs. Les interventions porteront sur la préservation des espèces locales, le renforcement des capacités, la valorisation des cultures fourragères, la promotion des pratiques agroécologiques, ainsi que l'appui à l'insémination et à la création de races intermédiaires.

Enfin, la CRM prévoit de se positionner pour appuyer 110 ménages en transferts monétaires agricoles dans la commune de Ber.

Certains défis ont été relevés de façon transversale :

- Les partenaires ne peuvent pas relocaliser leurs interventions car, les acteurs sont communautaires et ne peuvent aller travailler dans une autre commune.
- Les interventions ont déjà eu lieu, donc même s'il y a dépassement, aucune solution n'est envisageable.
- Certains partenaires avouent n'avoir pas assez d'informations à ce stade et doivent consulter leur équipe managériale avant de se positionner.

En résumé, 129 communes n'ont pas d'acteurs tant pour l'assistance alimentaire (AA) que pour l'appui aux moyens d'existence (AME) et 31 communes ont une couverture insuffisante avec un besoin de coordination entre acteurs. Les communes où la cible est dépassée : 19 en AA et 28 en AME (Annexe 4).

8. Recommandations pour améliorer les performances du secteur sécurité alimentaire

Après la présentation des synthèses des quatre groupes de travail, une lecture des recommandations a été faite. Elles seront priorisées selon leur faisabilité.

Arrangement Institutionnel

- Le cluster sécurité alimentaire doit mobiliser avec l'appui du Commissariat à la sécurité alimentaire, tous les services étatiques qui interviennent dans le système alimentaire pour améliorer la collecte des planifications.
- Les partenaires sont invités à renforcer une complémentarité dans les zones d'interventions et les types d'assistance.
- Les partenaires doivent renforcer la coordination locale des interventions et multiplier les échanges afin d'éviter des doublons.

Ressources Financières

- Le Cluster et le Commissariat doivent partager avec les Partenaires Techniques et Financiers les performances de la réponse sectorielle annuelle ainsi que les bonnes pratiques afin de motiver davantage leur contribution à l'assistance alimentaire
- Le Commissariat pourrait aider à améliorer les mécanismes de financement de l'assistance alimentaire
- Les donateurs sont invités à s'engager davantage pour soutenir les dynamiques d'assistance alimentaire
- Les acteurs sectoriels sont invités à gérer avec efficacité les ressources disponibles

Infrastructures & Ressources Humaines

- Le cluster voudra bien tenir une séance technique de travail avec les équipes de suivi-et-évaluation des partenaires pour harmoniser le mode de remplissage de la fiche de planification avant l'atelier afin de garantir une complétude des données.
- Le cluster est invité à partager à tous les partenaires avant l'atelier la version compilée de la planification pour d'éventuels repositionnements.
- Le Cluster et le commissariat sont invités à mettre en place un petit comité pour assurer le suivi des recommandations.

Timing

-Le cluster et le commissariat sont invités à organiser l'atelier de planification conjointe entre novembre et décembre pour que les participants puissent se préparer avant la mise en œuvre des activités sur le terrain.

-Le Cluster et le Commissariat peuvent planifier cet atelier pour quatre jours afin de permettre une revue complète des zones à couvrir.

Rapportage et Gestion de l'Information

-Les partenaires et les structures étatiques sont invités à partager avec la coordination dès janvier leur planification annuelle (en précisant : le caractère flexible ou non du financement sécurisé, la ration alimentaire/kit d'appui prévus, l'unité d'appui) pour assurer une synergie d'action, une meilleure coordination et une complémentarité des interventions humanitaires.

-Les partenaires et les structures étatiques voudront bien partager avec la coordination à une fréquence mensuelle leurs réalisations pour mesurer les niveaux d'atteinte de la cible des interventions humanitaires (ActivityInfo, PSSAN).

-Le cluster pourrait accorder un délai d'une semaine aux organisations qui n'ont pas encore soumis leur planification.

-Le cluster est invité à ajouter des informations sur le fichier de collecte : Durée du projet, modalité, type d'assistance, stade d'avancement du projet, ciblage effectif ou pas.

Utilisation des extrants

-Le Cluster et le Commissariat sont invités à soutenir les acteurs du secteur à transformer les résultats des évaluations des besoins en outils de travail pour le ciblage et la valorisation du potentiel agro-sylvo-pastoral du Mali (terre, eau, expertise).

-Les acteurs humanitaires sont encouragés à partager les données avec la Direction de la protection sociale.

-Le cluster est invité à partager le plus tôt possible la synthèse de l'atelier aux organisations qui y ont pris part pour accélérer la prise de décision.

Plaidoyer

-Le Commissariat et le Cluster plaident auprès des donateurs pour aller combler les gaps mis en relief

-Le cluster et le Commissariat sont encouragés à présenter les gaps ressortis de la planification conjointe aux premiers responsables des bailleurs et PTF après l'atelier pour mobiliser des ressources additionnelles. Ce qui permet d'atteindre les personnes qui détiennent le pouvoir de décisions pour les redéploiements.

-Il est important de tenir compte des ANOs et des avis des bailleurs pour changer de zone d'intervention.

Ciblage

-Pour les acteurs qui n'ont pas encore effectué le ciblage, le PAM et la FAO peuvent renforcer leurs capacités.

-Le cluster ne devrait pas considérer les IDPs dans l'OS1 AA.

-Il est important de faire usage du RSU là où il est déjà fonctionnel.

9. Cérémonie de clôture

Au terme de l'atelier de planification conjointe des activités de sécurité alimentaire, une participante prit la parole pour remercier les organisateurs ainsi que l'ensemble des participants pour la qualité des échanges et la richesse des contributions. Elle a exprimé son souhait de voir les activités planifiées se réaliser avec succès et de contribuer ainsi au renforcement de la sécurité alimentaire.

Ensuite, le coordinateur du cluster sécurité alimentaire est intervenu pour adresser ses remerciements à toutes les personnes présentes pour leur engagement et leur disponibilité. Il a félicité le président du présidium pour avoir bien dirigé les travaux. Il a aussi rappelé que les discussions ont permis de dégager des recommandations essentielles, parmi lesquelles le renforcement de la coordination interinstitutionnelle, l'amélioration du suivi-évaluation et la consolidation des mécanismes de résilience des communautés. Il précisé que ces recommandations serviraient de base pour orienter les actions conjointes dans les mois à venir.

Enfin, le président du présidium a pris la parole pour clôturer les travaux. Il a d'abord exprimé sa profonde gratitude envers les participants pour leurs contributions pertinentes. Il a ensuite formulé des suggestions et recommandations, notamment la nécessité de veiller à la mise en œuvre effective des activités planifiées, d'assurer une communication régulière entre les acteurs et de maintenir l'esprit de collaboration qui a marqué l'atelier.

Le CSA a toujours donné une demi-ration, mais la ration a diminué depuis quelques années. Donc les partenaires sont appelés à compléter les assistances du gouvernement. Les partenaires doivent fournir des efforts pour se déployer dans les zones ayant des gaps. Il est nécessaire d'accompagner l'AA avec l'AME dans toutes les planifications pour renforcer la résilience des communautés. En guise de mot de fin, il a exprimé le vœu que les résultats de ces travaux contribuent de manière tangible à l'amélioration de la sécurité alimentaire au Mali, avant de déclarer officiellement clos l'atelier.

10. Annexes

Annexe 1 : Agenda

Jeudi 21 mai 2026			
Horaire	Activité	Responsable	Extrant
08 : 00 - 08 : 30	Accueil et installation des participants	CSA & Cluster SA	Participants enregistrés et installés
08 : 30 - 09 : 00		CNSA	Allocutions prononcées et atelier ouvert
09 : 00 - 09 : 10	Mise en place du présidium	CNSA	Présidium installé et rapporteurs connus
09 : 10 - 09 : 20	Présentation et validation de l'agenda	Cluster SA	Agenda validé
09 : 20 - 09 : 35	Pause-café	Cluster SA	Familiarités autour du café
09 : 35 - 11 : 00	Présentation du bilan 2025 et Planification conjointe 2026	CSA & Cluster SA	*Cartographie intégrée des réponses exprimant les gaps et les duplications
11 : 00 - 12 : 00	Constitution des groupes de travail Methodologie pour les travaux en groupes	Cluster/CSA	*Groupes de travail constitués et Consignes partagées
12 : 00 - 13 : 00	Travaux de groupes Round 1	CNSA	Discussions sur les gaps/ duplications et complémentarité.
13 : 00 - 14 : 00	Pause déjeuner	Cluster SA	Repas convivial pris
14 : 00 - 15 : 00	Travaux de groupes Round 2	CNSA	Discussions sur les gaps/ duplications et complémentarité.
15 : 00 - 16 h 00	Travaux de groupes Round 3	CNSA	Discussions sur les gaps/ duplications et complémentarité.
Vendredi 22 mai 2026			
08 : 30 - 10 : 30	Restitution en plénière	CNSA	Mise à jour de la planification des zones analysées Réajustements des positionnements
10 : 30 - 10 : 45	Pause-café	Cluster SA	Convivialité autour du café/thé
10 : 45 - 11 : 45	Présentation de la planification consolidée et consensuelle en plénière	CNSA	Planification conjointe validée
11 : 45 - 12 : 00	Lecture des recommandations clé & Clôture de l'atelier	Présidium	Recommandations clé de l'atelier lus et Clôture effectuée

Annexe 2 : Liste des institutions participantes

Catégorie	Institutions	Effectif
Gouvernement	Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)	12
	Agence de Veille et d'Alerte en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AVASAN)	3
	Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)	1
	Direction Nationale de la production et de l'Industrie Animale (DNPIA)	1
	Direction Nationale de la Protection Sociale et de l'Économie Solidaire (Division filets sociaux)	1
	Cellule de Planification et Statistique /Secteur Développement Rural (CPS/SDR)	1
	Direction Nationale de la Sante et d'Hygiène Publique ((Cellule de Coordination de la Nutrition)	1
	Institut National de la Statistique (INSTAT)	1
	Direction Générale de la Protection Civile	1
	Direction Nationale du Développement Sociale	1
	Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	2
Nations Unies	Coordination Nationale Cluster SA	5
	FAO	1
	PAM	3
	Bureau Coordination humanitaire	1
	Cluster Santé/Alima AMCP	1
ONG nationales	AL FAROUK	1
	ENDA MALI	1
	FEDE	1
	ADD Local	1
	AMAIL	1
Donateurs	DG ECHO	2
	Coopération Américaine	1
Partenaires techniques et stratégiques	Fews Net	1
	PONAH	1
	FONGIM	1
	Coordination RRM	1
Mouvements de la Croix Rouge et du Croissant Rouge	CICR	1
	Croix Rouge Malienne	2
ONG internationales	ACF	1
	ACTED	1
	NRC	
	AEA	1
	CARE International	1
	CECI	1
	CISV	1
	CONEMUND	1
	CRS	1
	DCA	1
	DRC	1
	ENGIM	1
	HELP	1
	IRC	1
	Islamic Relief	1
	OXFAM GB	1
	VSF Suisse	1
	WHH	1
	WVI	1
	MZC	1
	Plan International	1
	SAHEL 21 TSF	1
	Save The Children	1
	Solidarites Internationales	1
	TdH	1

Annexe 3 : Présentation du bilan 2025 et Planification conjointe 2026



Presentation Atelier
planification conjointe

Annexe 4 : État des lieux des gaps et duplications

Tableau 1 : Caractéristiques des communes selon les niveaux d'assistance

Rubriques	Besoin de positionnement : Pas d'acteur	Cible dépassée : Besoin de coordination entre acteurs	Cible dépassée : Besoin de revoir le positionnement	Couverture insuffisante : Besoin de coordination entre acteurs	Couverture insuffisante : Besoin de positionnement	Pas de cible
Assistance Alimentaire	129	19	8	31	381	241
Appui aux moyens d'existence	129	28	15	31	381	241

Tableau 2 : Analyse des Gaps de la planification de l'assistance alimentaire

<i>Planification</i>	<i>Total</i>	<i>CSA</i>	<i>Humanitaires</i>
Assistance Alimentaire (soudure)	1 731 160	1 428 732	305 255
Assistance Alimentaire (hors soudure)	29 590	-	29 590
RRM Assistance Alimentaire (PDIs)	164 208	-	164 208
Total planification	1 895 368	1 461 712	436 483
Gap	276 058	276 058	979 298

Tableau 3 : Analyse des Gap de la planification de l'appui aux moyens d'existence

<i>Planification</i>	<i>Total</i>	<i>CSA</i>	<i>Humanitaires</i>
Fournir un accès à une production alimentaire essentielle	194 599	49 383	145 216
Assurer l'accès à une alimentation nutritive	52 437	33 917	18 520
Fournir un accès à l'alimentation et à un revenu par le biais d'emplois temporaires	344 920	-	344 920
Total planification AME	591 956	83 300	508 656
Gap	598 291	598 291	650 708

[*Tableau d'analyse de l'atelier de planification conjointe 2026*](#)